



Le Défi du Chômage et le Chômage Chez les Jeunes dans un Contexte de Croissance Économique Rapide en Éthiopie

Alemayehu Geda

Février 2022 / No.GSYE001

Contexte et la problématique de recherche

L'Éthiopie a enregistré l'une des croissances les plus élevées d'Afrique au cours des deux dernières décennies. Malgré cette croissance économique élevée et continue, qui est supérieure à la moyenne subsaharienne, pendant une décennie et demie, le chômage en général et le chômage des jeunes en particulier sont restés un défi majeur. Cette étude a examiné ce paradoxe en utilisant trois

* Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique (CREA) tient à remercier l'INCLUDE pour son soutien financier, technique et intellectuel.

approches : (i) une décomposition de la croissance et une analyse du changement structurel, (ii) un examen du mode de production sectoriel et sous-sectoriel en termes de ratio capital/travail, basé sur la matrice de comptabilité sociale (MCS) et les données d'enquête sur les entreprises, un modèle de l'ensemble de l'économie basé sur la MCS, ainsi que (iii) l'estimation d'un modèle économétrique qui tente d'identifier les principaux déterminants du chômage (chômage chez les jeunes, etc.).

Résultats de la recherche et implications politiques

Voici les résultats de l'étude et leurs implications en termes de politique.

Premièrement, nous avons identifié le secteur agricole en général et l'élevage en particulier comme des secteurs présentant un potentiel d'emploi important. Cependant, le rôle de l'agriculture comme source de croissance a considérablement diminué depuis 2010. Ainsi, le secteur ayant un potentiel important de création d'emplois n'a pas été la source de croissance, surtout après 2005. Une politique axée sur l'agriculture depuis 2005 aurait un impact significatif sur la création d'emplois.

Deuxièmement, depuis 2005, et surtout après 2010, les secteurs de l'industrie et des services sont devenus les principales sources de croissance économique. L'accent mis par le gouvernement sur les zones urbaines et le secteur industriel peut expliquer ce phénomène. Dans le secteur industriel, la construction a été le principal moteur de la croissance du PIB et le secteur manufacturier est resté relativement stagnant au cours des quatre dernières décennies, sa part dans le PIB étant inférieure à 5 %. Notre analyse basée sur le ratio capital-travail a également montré que le secteur de la construction a un potentiel important de création d'emplois. Bien qu'il ait créé quelques emplois, il n'a pas réussi à créer des emplois significatifs comparables à ceux du secteur manufacturier qui a contribué, relativement peu, à la croissance économique. Ainsi, un effort concerté pour soutenir le secteur manufacturier aurait le double effet d'une forte création d'emplois et d'une transformation structurelle en même temps.

Troisièmement, dans le secteur des services, bien que les secteurs de la santé, de l'éducation et des transports aient été des secteurs à fort potentiel d'emploi, la principale source de croissance économique a été le secteur du commerce qui n'est pas aussi intensif en emplois que celui de ces secteurs de services.

En résumé, dans cette partie de l'analyse, nous avons constaté une inadéquation entre les sources de croissance économique et les sources de croissance de l'emploi. Après avoir identifié les résultats ci-dessus, nous avons examiné le potentiel de création d'emplois de l'économie à la fois sous l'angle de la technologie de production

(ratio capital-travail) et du potentiel d'expansion de chaque secteur (et sous-secteur) dû à la stimulation de la demande en utilisant un modèle à l'échelle de l'économie. Ce dernier est fondé sur une analyse des multiplicateurs basée sur la matrice de comptabilité sociale (MCS). En général, les résultats concernant l'inadéquation entre les sources de croissance et les sources d'emploi que nous avons découverts dans l'analyse de décomposition et rapportés ci-dessus sont également confirmés par cette méthode. En outre, l'analyse ultérieure nous a également permis de constater :

Quatrièmement, les secteurs ayant la capacité de se développer relativement beaucoup en raison de la hausse de la demande ne sont pas des secteurs ayant un potentiel important de création d'emplois. Plus concrètement, (i), si l'offre est élastique, une stimulation de la demande aura l'effet de production le plus élevé sur les secteurs de la construction et du commerce. Viennent ensuite les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration, des transports, de la sylviculture, de l'administration publique et de l'élevage (bovins) et des cultures de rente, à l'exception du café, dans les secteurs de l'agriculture, qui ont l'effet multiplicateur le plus élevé, supérieur à la valeur médiane. Toutefois, l'effet sur la croissance des secteurs de la construction et du commerce est nettement plus élevé que pour les autres secteurs - quatre fois supérieur à la valeur médiane. Bien que le secteur de la construction soit l'un des secteurs présentant un potentiel important de création d'emplois, il n'a pas créé autant d'emplois que le secteur manufacturier. Le secteur du commerce, qui est un sous-secteur très important pour la croissance économique, ne figure pas non plus parmi les principaux sous-secteurs présentant un potentiel important de création d'emplois dans le secteur des services.

Cinquièmement, bien que cette relance de la demande puisse également stimuler certains des sous-secteurs agricoles présentant un important potentiel d'emploi (élevage, cultures de rente et cultures telles que le maïs) qui pourraient croître à un taux supérieur à la croissance moyenne de tous les secteurs, leur croissance résultant de cette relance de la demande n'est pas aussi élevée que leur potentiel de création d'emplois, notamment par rapport aux sous-secteurs de la construction et du commerce. De nombreux facteurs peuvent être à l'origine de cette situation, notamment des facteurs d'offre qui limitent la production et la productivité de l'agriculture, et qui doivent être examinés plus en détail (ce qui constitue une mise en garde majeure pour une analyse basée sur la MCS qui décrit une croissance tirée par la demande).

Sixièmement, on constate que cette stimulation de la demande a des implications différentielles pour différents types de travailleurs et de facteurs de revenus ainsi que pour différentes régions du pays - ce qui a des implications distributives. En relation avec cela, nous avons trouvé d'abord (i) que la croissance basée sur la stimulation de la demande favorise principalement la main-d'œuvre non qualifiée (revenu), suivie par les propriétaires de capital non agricole. Le capital lié à la terre et la main-d'œuvre

qualifiée viennent ensuite. Là encore, l'effet sur les facteurs de revenu de ces premiers groupes (main-d'œuvre non qualifiée et capital non agricole) est plus de quatre fois supérieur à celui des derniers groupes de facteurs de revenu et 11 fois supérieur au rendement du capital dans le secteur de l'élevage, qui obtient le revenu le plus faible. En termes de catégories institutionnelles de revenus, le secteur gouvernemental profite davantage que les entreprises. Deuxièmement (ii), en termes de dimension régionale de la distribution des revenus, les régions et les parties géographiques spécifiques des régions ayant la plus grande population sont généralement plus avantagées que les autres.

Enfin, étant donné que le résultat final de la disparité entre les sources de croissance et d'emploi, ainsi que l'effet de la stimulation de la demande sur la croissance de la production et de l'emploi, est de rendre le chômage élevé (faible emploi), nous avons examiné plus en profondeur les autres facteurs possibles derrière le chômage des adultes et des jeunes en utilisant des données au niveau micro et une analyse économétrique. Les résultats ont révélé les conclusions supplémentaires suivantes : tout d'abord (i), malgré la tentative du gouvernement de s'attaquer au problème du chômage des jeunes en développant les écoles de "formation technique et professionnelle" (FTT), les résultats empiriques montrent que cet effort n'a pas d'effet sur la réduction du chômage - il se peut que la formation ne soit pas adaptée à la demande et au potentiel locaux. D'autre part, (ii), le fait d'avoir un premier (une licence) et un second (un master) diplôme a une association négative avec le chômage - la probabilité d'être au chômage étant significativement réduite lorsqu'on a une meilleure maîtrise. De même (iii), les personnes qui ont reçu un certain type de formation (non formelle) sont également moins susceptibles d'être au chômage. Enfin, (iv) tous les facteurs qui influencent le chômage total des adultes influencent le chômage des jeunes dans une logique et une ampleur similaires. Cependant, on constate que le fait d'être jeune en soi augmente de manière significative la probabilité d'être au chômage. Nous pouvons conclure en affirmant que tous ces résultats ont des implications pour la politique de création d'emplois qui nécessitent une attention particulière de la part du gouvernement.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@aercafrica.org